

*Questions orales*

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, pour les raisons qu'a mentionnées le député au début de sa question, nous nous sommes demandés hier s'il fallait ou non divulguer plus de renseignements, mais tout bien réfléchi, ayant envisagé toutes les solutions et toutes les possibilités, nous avons jugé que pour l'instant, en dire davantage sur cette enquête irait à l'encontre de l'intérêt public. Je puis seulement dire qu'une enquête policière est en cours, qu'elle a commencé et se poursuit. Je ne puis rien ajouter d'autre pour le moment.

LES PROPOS DU SERGENT LEDUC AU SUJET DE LA  
COMPLICITÉ DE FONCTIONNAIRES DANS LE TRAFIC DE  
STUPÉFIANTS—LES MOTIFS DE LA DIVULGATION

**M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une dernière question supplémentaire. Cela intéressera peut-être la Chambre d'apprendre que le député de Central Nova désire également poser une question supplémentaire sur cette affaire. Le ministre a-t-il contacté le sergent Leduc qui s'occupe d'une autre enquête ou qui enquête à l'étranger, et tous les autres agents de police dont le nom figure dans le rapport pour leur demander pourquoi tant de «déclarations» ont été publiées dans les journaux du pays?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas essayé de me mettre en rapport avec ces personnes. Le commissaire et des agents de la Gendarmerie royale essaieront de communiquer avec elles dès que possible. Elles étaient à l'étranger hier et elles rentreront sous peu.

**M. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas que la Chambre manque ma question supplémentaire. Le solliciteur général peut-il dire ce qui a poussé des agents de la Gendarmerie royale à dévoiler des détails de cette enquête, trop tôt apparemment? Étaient-ils mécontents de la manière dont elle est menée? J'aimerais également demander au ministre si des agences privées de sécurité ou de surveillance sont impliquées?

**M. Allmand:** Monsieur l'Orateur, pour le moment, nous ne sommes même pas sûrs que les agents dont le nom figure dans l'article ont vraiment donné ces renseignements. Nous ne connaissons pas toute l'histoire avant que des agents de la GRC aient eu l'occasion de leur parler; je ne peux pas en dire davantage pour le moment.

\* \* \*

LA LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VEILLESSE

LA RECOMMANDATION DE LA COURONNE AU SUJET DE LA  
TENEUR DU BILL C-62

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, comme il est de mon devoir de faciliter le bon fonctionnement de la Chambre, je voudrais poser au leader du gouvernement à la Chambre une question au sujet de la

recommandation royale modifiée qu'il a présentée hier au sujet du bill C-62. Même modifiée, la recommandation prévoit toujours que le bill vise seulement les gens mariés avec des retraités et vivant avec eux. Comme le bill semble viser aussi les gens unis par des relations illégales, même incestueuses, ce qui est manifestement contraire à la recommandation royale, le gouvernement a-t-il l'intention d'obtenir une nouvelle recommandation de la Couronne? Avant de demander cette recommandation au représentant de la Couronne, lui a-t-on signalé ce que je viens de soulever?

**L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé):** Monsieur l'Orateur, nous ne voulons pas changer la recommandation royale. En fait, je me propose de mettre le bill en délibération vendredi.

**M. Baldwin:** Vous allez avoir des ennuis. Vous feriez mieux de lire le bill.

\* \* \*

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE RETARD DE L'EXPÉDITION DE BLÉ À L'ÉTHIOPIE ET LA  
SOMALIE

**M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur...

**Des voix:** Bravo!

**M. Grafftey:** Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

**Des voix:** Bravo!

● (1430)

**M. l'Orateur:** A l'ordre. J'ai déjà dit une fois, lorsque le député de Brome-Missisquoi a demandé le silence pour pouvoir présenter sa question, qu'il devrait poser ses questions plus rapidement. On devrait maintenant lui donner l'occasion de le faire.

**M. Grafftey:** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Outre les retards normaux causés par la grève des débardeurs dans le port de Montréal, le ministre peut-il dire à la Chambre la raison du retard excessif que subit l'expédition de 10,000 tonnes de blé en sacs de ce port vers l'Éthiopie et la Somalie?

**L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non, monsieur l'Orateur, mais je me renseignerai.

**M. Grafftey:** Le ministre peut-il nous dire si en fait une grande partie de cette expédition a été détruite au cours de l'entreposage dans le port de Montréal et si on est en train de la rouvrir sac par sac, aux frais du contribuable canadien?

**M. MacEachen:** Oui, monsieur. Je me renseignerai et je ferai part des renseignements obtenus au député.